

*Finances*

**Des voix:** Bravo!

**M. Gillies:** Monsieur l'Orateur, pour certains le Parlement du Canada est important. Certains restent convaincus que, lorsque des problèmes graves se posent à la nation, on ne prend pas la parole, à moins qu'on ait quelque chose à dire sur ces problèmes.

**Une voix:** Revenez à la question.

**M. Gillies:** Je compte bien le faire.

**Une voix:** Parlez-nous du sud de l'Ontario.

**M. Gillies:** Je ne supporterai pas de voir le Parlement rabaissé un soir comme celui-ci où nous devons discuter d'un problème grave que, semble-t-il, vous n'êtes pas assez intelligent pour comprendre.

**Une voix:** Bravo!

**M. Gillies:** L'orateur qui a parlé a fait le genre de discours qu'on attend dans une circonscription. Il est incroyable qu'un ministre parle avec autant de naïveté des problèmes économiques du pays. Je ne puis croire que cela se passe au Parlement du Canada.

● (2202)

**M. Guay (Saint-Boniface):** Poursuivez votre discours.

**M. Gillies:** Le député d'en face a obtenu son poste au sein du cabinet uniquement parce qu'il est le seul représentant du parti libéral au Manitoba. Une autre chose évoque Alice au pays des merveilles: la déclaration du ministre des Finances (M. Chrétien), selon laquelle le dollar se situe au même niveau qu'en octobre dernier. Pour lui, il n'y pas de problème. Or, si le dollar se trouve à ce niveau aujourd'hui, c'est qu'on l'aide à s'y maintenir depuis deux jours. Le gouvernement a fait appel à d'autres pays pour obtenir de l'aide. Il s'est aussi adressé aux banques, leur demandant 1,500 millions pour soutenir le dollar. Voilà le problème que le Canada doit résoudre. Quel serait le cours du dollar aujourd'hui si on ne l'avait pas soutenu? Voilà la question la plus importante.

La chute rapide du dollar canadien sur les marchés de change étrangers montre bien l'attitude que les autres pays ont adoptée envers le nôtre. C'est un indice du véritable état de l'économie canadienne. Les marchés n'ont aucune valeur politique, mais ils reflètent les décisions que prennent des centaines de milliers de gens dans le monde entier à l'égard de l'économie canadienne. Des gens qui s'intéressent à notre économie signalent qu'elle est en danger. Il ne s'agit pas d'un jugement politique, mais d'un jugement qui porte sur le marché, ce qui explique la chute du dollar.

Le dollar flotte en fonction de l'offre et de la demande. Et le jeu de l'offre et de la demande est subordonné aux politiques économiques du gouvernement. Les politiques économiques adoptées par le gouvernement actuel depuis quelques années sont catastrophiques. Notre situation économique, selon des autorités indépendantes du marché, est très grave. Il est consternant de voir des députés qui arrivent à la Chambre en riant. Je trouve cela incompréhensible.

**Mme Campagnolo:** Que dire des économistes?

**M. Gillies:** J'ai énuméré les problèmes dont les députés devraient discuter ce soir. Il est inutile de parler des problèmes des économistes.

**M. Fraser:** Le ministre ignore tout de l'économie internationale.

**M. Gillies:** Apparemment, le ministre d'État à la santé et au sport amateur (M<sup>me</sup> Campagnolo) complète merveilleusement le cabinet. Elle semble croire que le fait qu'un million et demi de Canadiens soient sans emploi, ce n'est pas un problème pour elle. Elle ne semble pas se soucier de ce que le taux d'inflation soit de 10 p. 100. Le taux d'inflation est presque aussi élevé au Canada qu'en Grande-Bretagne. Pendant des années, la Grande-Bretagne a été un exemple frappant de gestion économique lamentable. Le rythme de notre croissance économique a ralenti, nos ventes sur les marchés de détail sont à la baisse et nous exploitons nos usines et nos équipements à environ 83 p. 100 de leur potentiel réel. Avons-nous besoin d'autres indices?

Le monde entier se demande comment il se fait qu'un pays aussi riche que le Canada puisse se trouver dans une situation aussi désespérée. Les pays riches en matières premières s'enrichissent, sauf le Canada. A quoi peut-on attribuer ce phénomène? La réponse saute aux yeux. Il faut l'attribuer à la gestion de notre économie. Nos difficultés ne sont pas attribuables à un manque de ressources matérielles ou humaines, mais à une mauvaise gestion de notre économie. Nous ne cessons d'accumuler les déficits.

Celui du gouvernement fédéral cette année atteindra environ 10 milliards de dollars. Il ne faut pas oublier qu'il y a dix ans, c'est-à-dire en 1968, le budget global du gouvernement équivalait au déficit de 10 milliards que nous avons actuellement. Un pays peut toujours se tirer d'affaire tant qu'il profite d'une croissance économique véritable, mais l'économie canadienne n'a pas vraiment progressé. Le Canada ne peut plus se permettre le genre de dépenses qu'il fait à l'heure actuelle.

Depuis quelques années, le gouvernement paie les gains qu'il a pu réaliser grâce à l'inflation. Nous avons été aux prises avec une inflation galopante. Les économistes le savent, le moment vient toujours un jour ou l'autre où les gouvernements ne peuvent plus rien financer grâce à l'inflation, car les gens ne font plus confiance à la monnaie. Voilà où nous en sommes au Canada. Si le gouvernement accroît ses dépenses, ainsi qu'il l'annonce dans son budget d'aujourd'hui, et s'il ne perçoit pas d'impôts pour trouver l'argent nécessaire, nous aurons à faire face à de sérieuses difficultés économiques. Or, la dévaluation de notre dollar vient encore aggraver la situation actuelle.

Le gouvernement n'a pas eu le courage de regarder la réalité en face. Pendant combien de temps encore le gouvernement pense-t-il pouvoir continuer ainsi à dépenser beaucoup plus d'argent qu'il n'en perçoit? On doit toujours un jour ou l'autre faire face aux situations. A l'instar d'autres députés, je m'intéresse au Parlement et à l'histoire du Canada. Que s'est-il produit? Le gouvernement est-il plus désireux de se maintenir au pouvoir que de régler ses problèmes? A-t-il peur de s'attaquer aux durs problèmes qui nous affligent actuellement? Les considérations politiques auront-elles toujours préséance sur la prudence dans la gestion de l'économie? N'y a-t-il rien de plus important que d'être réélu? Le Canada ne doit-il pas s'adapter à la situation économique mondiale?